

**Décision n° 2022-0574**  
**de l’Autorité de régulation des communications électroniques,**  
**des postes et de la distribution de la presse**  
**en date du 15 mars 2022**  
**modifiant la décision n° 2019-1279**  
**de l’Arcep en date du 5 septembre 2019**  
**autorisant la société Orange à utiliser des fréquences de la bande**  
**26,5 - 27,5 GHz pour des expérimentations de réseaux mobiles à Rennes**

L’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ci-après « l’Arcep ») ;

Vu la directive 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen ;

Vu la décision d’exécution (UE) 2019/784 de la Commission du 14 mai 2019 sur l’harmonisation de la bande de fréquences 24,25-27,5 GHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques à haut débit sans fil dans l’Union ;

Vu la décision d’exécution (UE) 2020/590 de la Commission du 24 avril 2020 modifiant la décision (UE) 2019/784 en ce qui concerne la mise à jour des conditions techniques applicables à la bande de fréquences 24,25 - 27,5 GHz ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après le « CPCE »), notamment ses articles L. 36-7 (6°) et L. 42-1 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l’État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d’utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d’autorisations d’utilisation des fréquences délivrées par l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l’arrêté du 4 mai 2021 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu le communiqué de presse de l’Arcep en date du 31 janvier 2019 annonçant le lancement d’un appel à la création de plateformes d’expérimentations 5G dans la bande 26 GHz ;

Décision n° 2019-1279 de l’Arcep en date du 5 septembre 2019 autorisant la société Orange à utiliser des fréquences de la bande 26,5 - 27,5 GHz pour des expérimentations de réseaux mobiles à Rennes ;

Vu le courrier électronique de la société Orange en date du 3 mars 2022 demandant la prorogation de la décision n° 2019-1279;

Après en avoir délibéré le 15 mars,

**Pour les motifs suivants :**

La société Orange est titulaire d'une autorisation d'utilisation de fréquences conformément à la décision n° 2019-1279 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 5 septembre 2019 autorisant cette société à utiliser des fréquences de la bande 26,5 - 27,5 GHz pour des expérimentations de réseaux mobiles à Rennes. Cette autorisation arrive à échéance le 30 septembre 2022.

Par courrier électronique en date du 3 mars 2022 la société Orange a demandé à l'Arcep la prorogation de l'autorisation n° 2019-1279.

Au regard des objectifs de régulation prévus à l'article L. 32-1 du CPCE, en particulier l'objectif de développement de l'innovation, et du calendrier envisagé pour l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences pérennes dans cette bande, l'Arcep considère qu'il n'y a pas lieu de s'opposer à sa demande au regard des motifs de refus prévus par l'article L. 42-1 du CPCE.

Ainsi, par la présente décision, l'Arcep fait droit à la demande de la société Orange et modifie la décision n° 2019-1278 susvisée en l'autorisant à utiliser des fréquences de la bande 26,5 – 27,5 GHz jusqu'au 30 septembre 2023. Les autres dispositions de l'autorisation demeurent inchangées.

**Décide :**

**Article 1.** La durée de l'autorisation d'utilisation de fréquences, définie à l'article 2 de la décision n° 2019-1279 en date du 5 septembre 2019 susvisée, est prolongée jusqu'au 30 septembre 2023.

**Article 2.** La directrice générale de l'Arcep est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au titulaire et publiée sur le site internet de l'Arcep.

Fait à Paris, le 15 mars,

La Présidente

Laure de la Raudière